e-Migrinter

13 | 2015

Mobilités, circulation migratoire et transnationalisme
au prisme des réflexions méthodologiques de jeunes
chercheur(e)s en sciences sociales

Comparaison des modes d'engagements de gouvernements locaux français et québécois au Mali

Sadio Soukouna

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/562>

DOI : 10.4000/e-migrinter.562

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Référence électronique

Sadio Soukouna, « Comparaison des modes d'engagements de gouvernements locaux français et québécois au Mali », *e-Migrinter* [En ligne], 13 | 2015, mis en ligne le , consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.562>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Tous droits réservés

Comparaison des modes d'engagements de gouvernements locaux français et québécois au Mali

Sadio Soukouna

Introduction

- 1 Cet article vise à contribuer aux débats d'idées sur les difficultés de comparaison auxquelles tout(e) chercheur(e) en sciences sociales peut être confronté(e) dans une démarche de recherche. Dans cette étude, nous nous appuyons sur l'exemple de la comparaison des politiques de coopération internationale de gouvernements locaux français et canadiens engagés au Mali¹. Cette question, qui permet de cerner leurs différents modes d'intervention dans le pays, a mis en lumière les étapes successives de façonnement de la comparaison. Celles-ci s'accompagnent d'un intérêt particulier accordé aux problèmes et difficultés méthodologiques de l'approche comparative. La discussion sur ces enjeux s'organise autour de trois niveaux principaux qui sont la construction de l'objet, le cadrage théorique et le travail empirique.
- 2 La méthode de comparaison telle qu'elle a été appréhendée de manière générale par la sociologie et la science politique permet de montrer les fondements scientifiques de la démarche. Pour Emile Durkheim c'est un moyen d'explication des faits sociaux et d'administration de la preuve (Durkheim, 1988, 217). L'approche de Durkheim insiste beaucoup sur l'enjeu expérimental de la méthode ayant vocation, selon lui, à apporter une scientificité aux sciences sociales. Ainsi, selon l'auteur, le recours à la comparaison permet aux sciences de l'homme de « se décentrer, d'administrer la preuve, et de généraliser » (Durkheim, 1988, 231). Par ailleurs, l'historien Marc Bloch a donné une autre définition venant compléter celle-ci et qui confère l'attribution suivante à la comparaison : « A la base de presque toute critique s'inscrit un travail de comparaison » (Bloch, 1993, 140).

- 3 Il existe en fin de compte de nombreuses interprétations de la comparaison consistant, d'une part, à apporter une certaine scientificité aux travaux de recherche et d'autre part, permettant d'appréhender l'objet de recherche au moyen de la généralisation. Plus récemment, les règles méthodologiques de la comparaison sont apparues importantes dans l'étude des politiques publiques. Patrick Hassenteufel a mis en avant l'idée que la question n'est plus « faut-il comparer ? » ou « peut-on comparer ? », mais plutôt « comment comparer ? ». C'est sur la base d'un tel questionnement que notre recherche a débuté autour de l'enjeu de comparaison de l'action internationale de gouvernements français et canadiens au Mali. L'action de ces derniers a été initialement liée au besoin de solidarité internationale entre villes occidentales et africaines pendant la période de décolonisation à partir des années 1960. Le choix de comparer les modes de coopération canadiens et français a été effectué dans l'étape de construction de notre sujet de recherche. Il est lié à la présence de ces acteurs dans le domaine de l'aide décentralisée au Mali et en réponse à un besoin de compréhension des pratiques associées. Ces pays présentent des différences notamment liées aux structures d'État unitaire pour la France et d'État fédéral pour le Canada. La deuxième différence est relative aux modes d'évolution de l'action internationale des gouvernements locaux des deux pays au Mali. En France, les collectivités locales ont connu progressivement une autonomisation dans la gestion de leurs affaires locales et internationales avec la loi de décentralisation de 1982 et l'émergence en 1992 de la loi dite de coopération décentralisée. Au Canada, c'est plutôt un processus de monopolisation et d'encadrement étatique de l'action internationale des municipalités qui s'est opéré. Dans le but d'affiner notre recherche nous avons sélectionné la province du Québec et la région Île-de-France comme zones d'études principales.
- 4 Notre enquête de terrain exploratoire de trois mois en Île-de-France, au Québec et à Bamako² a permis de voir combien le contexte politique national peut avoir des effets sur la teneur et les orientations de l'activité internationale des collectivités locales. Elle a également permis d'interroger la manière dont se tissent les relations entre le Mali et le Canada qui ne partagent pas un passé historique colonial commun similaire à celui entre la France et le Mali. Ces cas permettent de montrer les difficultés réelles auxquelles nous avons été confrontée en ayant recours à la comparaison. C'est ainsi que nous avons pu cerner la manière dont cette méthode peut être plus ou moins utile dans le cadre d'une recherche privilégiant plusieurs zones géographiques.
- 5 Afin de répondre à ces questionnements, nous définirons dans une première partie le contexte d'engagement des villes françaises et canadiennes au Mali autour de l'action commune de la solidarité internationale. Ensuite, nous portons un intérêt à l'enquête et aux problèmes méthodologiques liés à la comparaison. Finalement nous présentons les possibilités de contournement de ces difficultés qui nous ont été offertes dans notre recherche doctorale, à travers le recours à une forme particulière de comparaison.

Coopération au développement et solidarité internationale : le contexte d'engagement de gouvernements locaux français et canadiens au Mali

- 6 Le contexte d'engagement des gouvernements locaux au Mali permet de présenter l'objet tel que nous l'avons initialement appréhendé. Notre démarche de comparaison a

consisté dans un premier temps à établir l'état des lieux des activités internationales des régions françaises et canadiennes engagées. Dans le pays, leur reconnaissance officielle a été tardive (début des années 2000), au regard de la coopération déjà préexistante avec les localités maliennes. En effet, c'est au milieu des années 1980 qu'une relation dominée par une logique humanitaire s'établit entre collectivités étrangères et maliennes. C'est la période où certaines régions maliennes, comme Kayes par exemple, ont subi les conséquences de la sécheresse qui a sévi dès le début des années 1970. Leur lien avec l'extérieur s'est matérialisé sous forme de jumelages dès 1984 entre, par exemple, la ville de Sainte-Élisabeth au Québec et celle de Sanankoroba au Mali. Ce jumelage a, au fil des années, pris la forme d'une coopération qui se maintient aujourd'hui au Canada à travers une organisation para-municipale nommée « Des mains pour demain ». Son statut est similaire à celui d'un comité de jumelage.

- 7 La solidarité internationale des collectivités locales en faveur du Mali a émergé en France dans la même période à travers des liens de jumelages établis entre la région Île-de-France et la région de Kayes au Mali. Le département de l'Essonne est l'un des premiers en 1983 à avoir initié une coopération en relation avec le cercle (département) de Nioro à Kayes. D'autres communes franciliennes vont suivre la même dynamique d'engagement dans la région de Kayes avec Marly-le-Roi (Yvelines) en coopération avec Kita (1984), puis Montreuil et Yélimané (1985), pour les plus anciennes. Ces relations de coopération se sont consolidées au fil des années et continuent d'évoluer en fonction des différentes orientations accordées par les autorités locales à leur action internationale. Ce développement et l'importance de ce type d'activités au sein des municipalités de la province du Québec et des collectivités de la région Île-de-France a influencé le choix de nos terrains d'étude. En fonction de ces données, nous avons resserré notre échantillon d'enquête autour de deux municipalités de la province du Québec (Sainte-Élisabeth et Marguerite d'Youville) et de deux départements de la région Île-de-France (la Seine-Saint-Denis et l'Essonne).
- 8 En ce qui concerne le Québec, nous avons sélectionné une forme plus ancienne de coopération initiée par la ville de Sainte-Élisabeth et une plus récente réalisée par Marguerite d'Youville. Les deux départements de la région Île-de-France ont été choisis en fonction de leur activisme dans la coopération au Mali. À la suite de cela, nous avons porté un intérêt aux différentes définitions que revêt le déploiement d'activités de développement au Mali, aux yeux des différents acteurs impliqués. En France et au Canada, ces activités partagent le point commun d'avoir été initiées au Mali sous forme de solidarité internationale. Le profil des acteurs à l'origine de cette dynamique a été similaire dans les deux pays, à travers une forte influence des initiatives de solidarité internationale d'associations de citoyens et d'organisations non gouvernementales. Ces acteurs ont le plus souvent contribué au drainage des dispositifs de développement de leurs autorités locales vers certaines zones au Mali.
- 9 Le lien entre Sainte-Élisabeth et Sanankoroba a débuté par des stages de jeunesse (Canada monde), qui accompagnent des groupes de volontaires dans les pays du Sud. Le stage réalisé au Mali comprenait sept Canadiens et sept Maliens (non originaires de Sanankoroba). C'est à la suite de cette expérience que des liens d'« amitié » se sont noués entre le village de Sanankoroba et la ville de Sainte-Élisabeth³. La mobilisation des ressources qui s'ensuit s'est opérée au moyen d'opérations de levée de fonds à Sainte-Élisabeth, à travers notamment la mise à disposition des recettes d'un champ au profit des projets de jumelage. Cette démarche est jugée aujourd'hui par la responsable

canadienne en charge de la coopération comme de l'« amateurisme » en comparaison à la période d'appui institutionnel financier dont le jumelage a bénéficié au cours de son évolution. En effet, le soutien des municipalités et la mise à contribution de l'Agence gouvernementale canadienne de développement international (ACDI) par le biais de la fédération canadienne des municipalités constitue un moment charnière dans la mobilisation des ressources du jumelage et dans les degrés d'évolution de l'activité au Mali.

- 10 Dans la région Île-de-France, les autorités du Conseil régional ont majoritairement accompagné les initiatives de développement des ONG françaises impliquées dans la région de Kayes au Mali. Elles ont eu un rôle important dans la mise en relation entre territoires, à travers notamment l'intérêt suscité auprès des autorités concernant la prise en compte de Kayes dans les partenariats de coopération de la région. Les associations de migrants ressortissants de Kayes sont aussi citées par les autorités de la région Île-de-France comme ayant été à l'origine des jumelages entre les communes françaises et maliennes.
- 11 Ainsi, durant les premières décennies dans les deux cas (Canada et France), la réalisation sous forme de solidarité internationale et la maîtrise d'ouvrage des projets de jumelage ont été confiées aux associations et ONG de développement. Cette dimension a ensuite été progressivement transformée en fonction des orientations politiques locales spécifiques. En 1998, les responsables de la région Île-de-France, nouvellement élus et issus en majorité du Parti socialiste ont ainsi remis en cause les anciennes années de coopération, qualifiées de « saupoudrage humanitaire ». Cette citation du président du Conseil régional d'Île-de-France (IDF) (Jean-Paul Huchon, 2002) est illustrative de ce nouveau discours politique : *Lors de mon élection à la tête de l'exécutif régional en 1998, j'ai souhaité que les engagements extérieurs de la région se poursuivent mais, en même temps, qu'une véritable politique d'actions internationales soit définie et mise en œuvre. En effet, si le respect des engagements internationaux antérieurs était évident, les modes de relation avec nos partenaires étrangers devaient évoluer. Il ne s'agissait plus pour la région d'être un quelconque bailleur de fonds, un guichet à la disposition des organisations non gouvernementales (ONG), mais bien de se positionner en qualité d'interlocuteur institutionnel vis-à-vis de nos partenaires étrangers. La coopération est une démarche volontaire et mutuelle, elle doit s'inscrire dans la durée ; elle n'a de sens que si elle concourt à un développement mutuel.*
- 12 La nouvelle vision de coopération de la région IDF s'est concrétisée peu après à travers la priorisation d'un certain nombre de partenariats au détriment d'autres comme nous l'a indiquée un employé de la région : *En 1999, la région (...) a décidé de faire de la coopération décentralisée auprès d'une dizaine de collectivités territoriales étrangères, donc passage de trente à dix partenariats, mais au moins, avoir des vrais programmes de coopération avec des collectivités étrangères.*
- 13 L'idée des programmes de coopération a également émergé au Québec avec le lien établi entre les municipalités et la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Cette relation s'est structurée autour de la mobilisation des fonds de coopération octroyés par l'ACDI. La FCM a spécifiquement eu un rôle d'accompagnement pour l'« expertise » des municipalités. Les projets de coopération qui se sont développés à Sainte-Élisabeth par exemple bénéficié d'une vingtaine d'années d'appui financier de la part de l'ACDI.
- 14 Ainsi dans les deux cas (Île-de-France et Québec), plus le soutien financier est important plus la relation de jumelage au Mali est associée à des programmes de

coopération. Lorsque l'investissement financier qui est accordé au jumelage est moins important, il est de ce fait associé à la solidarité internationale, ce qui a soulevé une différence d'interprétation des deux enjeux par les acteurs. L'exemple de la relation entre Sanankoroba et Sainte-Élisabeth permet de rendre compte de cela. À l'issue de la mise en œuvre des programmes de développement financés par la FCM, certains responsables de la coopération à Sainte-Élisabeth ont rompu avec l'institution et revendiquent dorénavant des pratiques de solidarité internationale plutôt que de coopération.

- 15 *La relation avec Sanankoroba est un modèle de solidarité internationale ce qui est différent de la coopération internationale. Cette solidarité s'inscrit dans un contexte d'humanité, de confiance et de développement. Elle est efficace parce qu'il n'y a pas d'échéance. (...) La coopération comporte des projets confus qui n'ont pas le même rythme que les populations. Alors que la solidarité c'est le contact direct avec une implication de la population. Tandis qu'avec une ONG de développement on va être dans une dimension de salaire, avec le bénévolat, il n'y a pas de salaire, pas de dimension de carotte pour forcer le développement⁴.*
- 16 Cette vision critique de la transformation des relations de jumelage en coopération a découlé de l'expérience de réalisation d'une vingtaine d'années de programmes de coopération pilotés par les autorités de Sainte-Élisabeth à Sanankoroba au Mali. Paradoxalement au moment où ces autorités se sont engagées dans une démarche de distanciation vis-à-vis du vocable de « coopération », c'est un processus contraire qui s'observe du côté des autorités de la région Île-de-France. Cet aspect est prégnant dans le discours du premier responsable de la région, cité plus haut, qui a préconisé un abandon de la solidarité au profit de programmes plus ambitieux de coopération internationale. Ces éléments permettent de montrer les différentes perceptions et définitions de la relation établie par ces autorités au Mali. Il est à présent utile de l'apprécier au regard du contraste présenté par ces actions.

Des disparités importantes dans l'action internationale des gouvernements locaux au Mali

- 17 Les différents travaux sur la comparaison ne nous incitent pas à avoir recours à un paradigme spécifique pour comparer. Au contraire, il y a une multitude de paradigmes méthodologiques qu'on retrouve selon les différents travaux comparatifs et/ou les disciplines. C'est donc au regard des résultats de notre travail empirique exploratoire que nous avons tenté de cerner les modalités de comparabilité ainsi que de faisabilité de la comparaison afin de mieux construire notre recherche doctorale. Nous avons ainsi appréhendé l'une des exigences méthodologiques de la comparaison qui consiste à « mettre en œuvre la même grille d'analyse sur le même type de terrain en recueillant le même type de données » (Hassenteufel, 2000, 114). Le protocole mobilisé a consisté à réaliser des entretiens semi-directifs auprès des responsables chargés de la coopération avec le Mali dans la région Île-de-France et au Québec. Une partie de l'enquête réalisée au Mali a également permis de rencontrer les acteurs institutionnels en charge de l'exécution des politiques publiques de développement international des gouvernements locaux. Les données recueillies sur les différents lieux d'enquête ont, d'une part, contribué à cerner les ressemblances et dissemblances entre les différents modes d'intervention des acteurs au Mali et d'autre part, elles ont mis en lumière

l'importance des disparités entre l'action internationale des gouvernements locaux français et québécois.

- 18 La première différence s'est posée au niveau du sens de l'action internationale qui diffère d'une autorité locale à une autre. Au Québec, les autorités des municipalités rencontrées définissent spontanément leur engagement au Mali sous forme de solidarité internationale. En France, une plus grande importance a été accordée au vocable de « coopération ». En témoigne l'apparition de la notion de jumelage-coopération par exemple, à partir des années 1990. Celle-ci tend à vouloir se distancier de la vision misérabiliste des relations entretenues avec les partenaires maliens au moyen du terme de coopération. Cette différenciation sémantique des activités internationales s'accompagne d'un contraste présent dans leurs contenus. Il s'observe en premier lieu dans les zones d'engagement des pouvoirs locaux français et canadiens au Mali.
- 19 La région de Kayes se caractérise par une prédominance de la présence des collectivités françaises qui sont au nombre de quarante et une⁵. C'est la région qui comptabilise le plus grand nombre de collectivités françaises partenaires. Selon ces dernières, ce choix d'engagement à Kayes est lié à la forte présence des migrants ressortissants de Kayes en France (Bernard Claire, *et al*, 2013)⁶.
- 20 *Les grosses coopérations décentralisées, c'est les migrants. C'est les migrants parce que, soit politiquement, les collectivités ou les États ont trouvé qu'il y avait un truc à faire. C'est-à-dire par exemple là, ils se sont dits, « on va faire une action concrète qui va permettre de séduire une population ». Soit parce que tout simplement, quand on a dans son territoire des gens qui vous parlent d'un pays, vous avez envie qu'ils s'en sortent.*⁷
- 21 Hormis la très longue présence de Sainte-Élisabeth à Sanankoroba, les municipalités québécoises n'ont pas eu de zone de prédilection particulière au Mali. Le choix de leur zone d'engagement est aujourd'hui fortement dépendant des orientations des programmes de développement financés par la FCM. C'est le cas par exemple de la ville de Marguerite d'Youville dont la coopération avec la région de Sikasso a été favorisée par le Programme de partenariat pour le développement économique (PMDE) de la FCM. Cette logique met en lumière un facteur considérable qui est le fort lien de dépendance des activités internationales des municipalités canadiennes à l'ACDI. Ces activités représentent un coût car les municipalités ne bénéficient pas d'un budget propre leur permettant de soutenir financièrement les projets de coopération au Mali. En France, l'émergence de la loi de coopération décentralisée a permis aux collectivités de bénéficier d'une autonomie financière leur permettant de financer des projets de développement à l'international. Ces activités représentent donc un coût moindre pour les autorités locales françaises en comparaison aux autorités québécoises. À côté de ces enjeux de financements, c'est au niveau du profil des acteurs impliqués qu'une autre distinction s'est posée entre les différentes actions.
- 22 Dans la région Île-de-France, certains élus locaux ont ouvert leur coopération internationale au Mali à la participation des associations de migrants maliens. Ce phénomène s'est répercuté aujourd'hui à l'échelle régionale avec le partenariat de coopération décentralisée initié entre les régions de Kayes, d'Île-de-France et le regroupement des ressortissants de la région de Kayes en France. Au Québec, la variable migration ne se retrouve pas dans les liens de coopération établis au Mali. Le responsable canadien en charge des coopérations dans le pays a expliqué cette différence à travers la simple idée que la migration n'apparaît pas dans les priorités de

coopération canadiennes au Mali contrairement à la France : *Je pense que la comparaison peut être faite, mais vous allez trouver qu'au Canada, il ne se passe rien. (...) Non mais chez nous ce n'est pas une réalité, quoi. (...) Nous, on n'a pas de problème, moi comme représentant de l'agence canadienne ce n'est pas un problème mais, ça demeure une opportunité, mais est-ce que vraiment l'opportunité existe pour nous et est-ce que les Maliens, qui sont au Canada, est-ce qu'ils sont intéressés, ça repose sur eux en premier, c'est sûr que par exemple, nous, on va susciter des partenariats de différents ordres, que ce soit par exemple le secteur privé avec des ONG d'un certain niveau ou d'un certain type, dépendant de ce qu'on veut faire, mais s'ils ne veulent pas ou si ça ne les intéresse pas voilà, dans ce cas-là, je dois dire que je ne connais pas très bien la communauté malienne au Canada.*⁸

- 23 Le contexte national de définition de l'action internationale des gouvernements locaux français et canadiens influe différemment sur les orientations et l'évolution de l'engagement des différents acteurs au Mali. Dans cette étude, nous avons d'une part, un contexte national français où les collectivités disposent d'une autonomie d'engagement au Mali ; d'autre part, au Canada s'opère plutôt une démarche étatique de contrôle de l'activité internationale des municipalités au moyen de l'agence canadienne de développement international. Ainsi, après avoir défini les disparités contextuelles d'engagement des gouvernements locaux franciliens et québécois au Mali, il est à présent utile nous intéresser aux difficultés de comparaison liées à notre objet de recherche.

Les difficultés méthodologiques de la comparaison

- 24 Dans la comparaison, il faudrait décliner le terme de méthodologie au pluriel dans la mesure où les travaux empruntent souvent des voies différentes (Labit et Thoemmes, 2003, 13). Selon ces auteurs, ces méthodologies s'articulent sous forme de « recours aux données quantitatives ou confrontation de monographies, historicisation de l'objet ou approches en coupes synchroniques, prise en compte de deux pays seulement ou intégration d'un échantillon plus important de sociétés, etc. ». Nous avons privilégié dans notre recherche l'approche inductive d'inspiration wébérienne consistant à « rendre compte des différences et des ressemblances entre un nombre limité de cas analysés de manière approfondie. La démarche inductive a recours à des méthodes qualitatives pour (re)formuler des hypothèses théoriques fondées sur une causalité multiple (interactions entre différentes variables) » (Hassenteufel, 2000, p. 122).
- 25 Cependant, comme nous avons pu le voir, nous avons été confrontée à de nombreuses disparités au sein des actions des gouvernements locaux étudiés. Notre raisonnement de départ était que cette différence devrait inciter à avoir recours à la comparaison. Mais mettre en œuvre la même grille d'analyse sur ces terrains est difficile. La grille d'analyse établie en France a été différente de celle établie au Canada dans la mesure où un profond écart s'est présenté au niveau des modalités d'engagement et de la forme d'action initiée par les gouvernements locaux franciliens et québécois. Cela a représenté une difficulté pour la comparaison. Nous souhaitions initialement montrer comment la migration a pu être mise au cœur de ces actions internationales. Les données recueillies n'ont pas été similaires du fait de l'absence constatée de la variable « migration » de l'action des villes québécoises, alors qu'on la retrouve beaucoup dans l'analyse de l'action des villes franciliennes. Ces éléments nous ont finalement incitée à relativiser l'objectif de comparaison entre pays, que nous nous étions fixé au départ.

Cette décision a été prise afin d'éviter le risque de « comparaison réductrice » qui tend à ignorer les spécificités propres à chaque situation. Selon Hassenteufel, ce biais est présent dans la plupart des travaux de comparaison, malgré le recours aux modèles de comparaison. Afin d'éviter tout risque de comparaison « au rabais », nous avons modifié les orientations de notre démarche comparative. Nous avons donc introduit un nouveau questionnement dans notre travail de recherche visant à interroger la spécificité de coopération des gouvernements locaux français au Mali au regard des modes d'engagement canadiens. Ainsi, le cas d'étude du Québec, mobilisé dans un chapitre de thèse nous a permis d'appréhender les modalités d'apparition de la migration comme enjeu d'intérêt local dans la coopération des gouvernements locaux français au Mali.

- 26 Nous montrons également avec la confrontation des deux terrains étudiés, comment cette logique de mise en relation entre l'action internationale des gouvernements locaux et la migration est une spécificité française qui ne se retrouve pas au Canada. En effet, malgré une distanciation avec la démarche de comparaison globale, nous l'utilisons toutefois de manière ponctuelle afin de cerner les particularités de la coopération française au Mali. C'est ainsi que nous avons eu recours à la forme de comparaison ponctuelle dite d'« appoint ».

La « comparaison d'appoint » comme alternative à une approche globale de la comparaison

- 27 L'utilisation ponctuelle de la comparaison a permis d'avoir recours aux données établies au Canada et d'utiliser ces dernières comme éléments de réponse complémentaires à la compréhension des données recueillies en France et au Mali. Le recours à cette forme spécifique de comparaison nous a également permis de consolider notre objectif de départ : cerner les modalités de coopération des collectivités françaises au Mali, au regard d'autres cas d'étude observés outre-Atlantique. Notre démarche a ainsi répondu ici à l'enjeu de comparer pour singulariser les pratiques de coopération spécifiques aux gouvernements locaux français au Mali.

Les avantages et contraintes de la comparaison multi-située

« La comparaison multi-située consiste à mener une enquête au sein de plusieurs terrains (...) le sociologue par la multiplication des lieux explorés, et des discours auprès d'une pluralité d'acteurs, croise ainsi ses différentes sources d'information » (Rostaing, 2012, 49).

- 28 La démarche d'appréhender plusieurs zones géographiques dans le cadre de notre recherche repose sur la stratégie développée par Christian Bromberger dans son étude comparative de trois villes avec l'idée de travailler sur des situations contrastées (Bromberger, 1995, 10). Les défis auxquels nous avons été confrontée sont liés aussi aux différentes échelles d'analyse. Par exemple, les gouvernements locaux du Canada et ceux de la France ne s'appuient pas sur la même base juridique leur permettant de s'engager à l'international. L'énoncé même de leurs statuts peut prêter à confusion dans la mesure où en France, les communes, régions et départements sont considérés comme des collectivités territoriales. Au Canada, le statut des gouvernements locaux est le plus souvent décliné sous l'appellation de municipalités. Ces institutions municipales détiennent des pouvoirs législatifs particuliers selon leurs

prérogatives ou statuts. Cela nous a incitée par exemple, lors de nos entretiens auprès de la Fédération canadienne des municipalités, à délaisser la dénomination de collectivités territoriales, dominante en France et au Mali. Ainsi, nous avons adopté une certaine prudence quant à l'utilisation des différents énoncés qui peuvent ne pas être valables dans une situation donnée. Face à cette différenciation sémantique des sujets étudiés, nous avons opté pour le choix de la dénomination de « gouvernement locaux » ou « pouvoirs locaux ». Cela a permis d'unifier les acteurs rencontrés sans avoir à les présenter différemment. Si les élus de la région Île-de-France envisagent leur rôle à l'international de la même manière que les élus de la Province fédérée du Québec, leur stratégies déployées pour conduire leur action internationale au Mali diffère et ne cessent d'évoluer en fonction de logique qui leur sont propres.

Les priorités locales et nationales au cœur de la prérogative de développement des gouvernements locaux

- 29 L'engagement à l'étranger des gouvernements locaux est fortement dépendant des priorités locales. Au Canada par exemple, la législation fédérale interdit aux municipalités d'engager une action de développement à l'étranger sur fonds municipaux, tandis qu'en France, cette restriction n'existe pas. Néanmoins, on retrouve une autre forme de contrainte pour les élus locaux qui consiste à légitimer l'action internationale à l'égard des concitoyens. Elle est plus visible en période de crise socio-économique en France où ce type d'action a tendance à être remis en cause. En dépit de la forte influence d'enjeux locaux et nationaux sur ces activités, de fortes divergences se sont présentées dans le cadre de leur définition et de leur exécution au Mali. La recherche réalisée à Bamako auprès des élus de l'Association des municipalités du Mali (AMM) et de certains responsables de la Direction nationale des collectivités territoriales (DGCT), nous a permis de cerner leurs différentes modalités de mise en œuvre. Les autorités maliennes les ont interprétées sous forme de traditions différentes. Elles reposent sur plusieurs aspects : d'une part l'engagement des collectivités françaises au Mali s'est au fil des années resserré autour du monopole de la maîtrise d'ouvrage des projets de développement. D'autre part, l'intervention des municipalités québécoises a divergé en fonction du degré de soutien du gouvernement fédéral. Néanmoins, ce positionnement n'a pas véritablement influé sur le mode d'intervention des municipalités canadiennes. Selon le coordinateur malien d'un programme de développement canadien, les municipalités canadiennes ont opéré dans une démarche de délégation progressive de la maîtrise d'ouvrage à des coordinateurs locaux⁹. À cela se rajoute l'amorce des programmes de coopération pluriannuels par leurs activités de coopération au Mali.
- 30 À côté de cela, les collectivités de la région Île-de-France sont restées pendant plus d'une décennie dans une dynamique de microprojets dotés de peu de moyens. Ce n'est qu'au début des années 2000 que les autorités du conseil régional ont affirmé renouveler leur action internationale à travers l'intérêt accordé à ce type de programmes. Ces différentes trajectoires permettent en partie d'expliquer aujourd'hui le décalage avec le contenu de l'action initiée par ces différents acteurs au Mali. En parallèle, au cours de cette enquête, nous avons également tenté de cerner les différentes représentations des acteurs rencontrés, quant à la coopération

internationale des pouvoirs locaux selon les pays. Lorsque l'interrogation a porté sur la différence entre les formes de coopérations française et canadienne au Mali, les réactions ont différé en fonction des acteurs impliqués. Nous les retrouvons sous des formes telles que : *C'est français de faire ça* ; ou *c'est vraiment québécois comme façon de faire* ; ou même *c'est bien malien ça*, etc. Les réponses varient constamment en fonction de l'interlocuteur et de ses intérêts. Néanmoins, on constate que la rhétorique que les uns et les autres ont en commun est celle de la particularisation de chaque forme d'engagement dans la coopération au Mali.

Conclusion

- 31 La comparaison est un outil important pour la recherche en sciences sociales. Elle permet de cerner les ressemblances et les dissemblances des faits sociaux, tout en étant à la fois un moteur d'explication et non descriptif de ces faits. Au regard de la comparaison entre l'action des gouvernements locaux français et canadiens au Mali, nous pouvons faire le constat suivant : les résultats de cette démarche dépendent largement de la position du chercheur. Celui-ci a le choix d'y recourir en fonction de « théories et de systèmes de valeurs qui lui sont propres et des moyens qui sont mis à sa disposition pour mener ses enquêtes » (Jobert, 2003, 325). Notre démarche de recherche initiale n'a pas pu se conformer à l'une des exigences de la méthode qui consiste à utiliser une grille d'enquête similaire sur les différents terrains étudiés. Notre grille de recueil des données a été plutôt établie en fonction des réalités de chaque pays. Dans une démarche inductive, plusieurs étapes sont interdépendantes, notamment celle de la construction de l'objet de recherche et du terrain empirique qui ne sont pas à dissocier. Ces deux éléments ont été constamment mis en lien à partir de l'étape du terrain exploratoire. Une telle manœuvre nous a permis de sortir de l'acception selon laquelle le fait de travailler sur différents terrains engendre une approche comparative. Face aux difficultés rencontrées dans la première phase d'utilisation de la comparaison, nous avons décidé de privilégier une démarche comparative ponctuelle. Nous y avons en effet eu finalement recours quand le besoin s'est présenté, mais de façon minorée, dans un chapitre de notre recherche qui a montré la spécificité française de coopération, au regard de la coopération des municipalités canadiennes au Mali.

BIBLIOGRAPHIE

- Bloch, Marc (1993) *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 290 p.
- Bourdieu, Pierre (1972) *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 269 p.
- Bromberger, Christian (1995) *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille*, Naples ; Turin ; Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, VIII-404 p.
- Durkheim, Émile (1988) *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 254 p.

- Hassenteufel, Patrick (2014) Comparaison, in Boussaguet, L. ; Jacquot, S. ; Ravinet, P. (dir.) *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 148-155.
- Hassenteufel, Patrick (2000) Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes, in CURAPP (dir.) *Les méthodes au concret*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 105-124.
- Huchon, Jean-Paul (2002) La coopération décentralisée de la région Île-de-France : une expérience réussie, *Revue internationale et stratégique*, n° 2, pp. 81-86.
- Jobert, Bruno (2003) Politique de la comparaison, in Lallement, M. ; Spurk, J. (dir.) *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, Éditions du CNRS, pp. 324-328.
- Labit, Anne ; Thoemmes, Jens (2003) 20 ans de comparaison France-Allemagne : de l'effet sociétal à l'analyse de l'articulation des régulations globales et locales, in Lallement, M. ; Spurk, J. (dir.) *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, Éditions du CNRS, pp. 23-38.
- Rostaing, Corinne (2012) L'ethnographie d'un lieu singulier est-elle une démarche comparative ? Réflexions à partir d'enquêtes en milieu carcéral, *Terrains & travaux*, vol. 21, n° 2, pp. 37-54.
- Bernard, Claire ; Chauvet, Lisa ; Gubert, Flore ; Mercier, Marion ; Mesple-Somps, Sandrine (2014) La dynamique associative des Maliens de l'extérieur : enseignements tirés de deux dispositifs d'enquête originaux, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 3 et 4, pp. 109-137.

NOTES

1. Les deux pays partagent le point commun d'avoir le Mali dans la liste des pays prioritaires en termes d'aide bilatérale au développement.
2. Ce terrain a été financé par le programme de bourse DPDF géré par la *Social Science Research Council* (SSRC).
3. Entretien avec une responsable de la coopération Sainte-Élisabeth-Sanankoroba réalisé le 30 juillet 2012 à Montréal.
4. Entretien avec une responsable de la coopération Sainte-Élisabeth-Sanankoroba le 30 juillet 2012 à Montréal.
5. Enregistrement qui s'effectue auprès du service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France au Mali. Les chiffres fournis sont disponibles sur ce lien [Consulté le 14 mai 2015].
6. Selon cette étude, les ressortissants de Kayes en France ont constitué pas moins de 385 associations recensées en France en 2012.
7. Entretien avec un conseiller régional de la région Île-de-France en charge de la coopération décentralisée, le 24 janvier 2014 à Paris.
8. Entretien avec un responsable de la coopération canadienne le 14 janvier 2013 à l'ambassade du Canada au Mali.
9. Entretien avec SD, Coordinateur du programme des partenaires municipaux pour le développement économique, réalisé à l'association des municipalités du Mali, le 7 juillet 2012 à Bamako.

INDEX

Mots-clés : communauté ethnique, politique publique, relations développement - migration, méthodologie, étude comparative, Maliens

Index géographique : Canada, France

AUTEUR

SADIO SOUKOUNA

Doctorante en science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / IMAF & MIGRINTER
sadiosoukouna@gmail.com